

Convention collective nationale

IDCC : **3238** | **PRODUCTION ET TRANSFORMATION  
DES PAPIERS ET CARTONS**  
(29 janvier 2021)

**Avenant n° 11 du 16 février 2022**

à l'accord professionnel du 18 juin 2010  
relatif à l'aménagement du temps de travail

NOR : ASET2250659M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**UNIDIS,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FILPAC CGT ;**

**FCE CFDT ;**

**FIBOPA CFE-CGC ;**

**FG FO Construction,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup> | Indemnisation des périodes d'astreintes**

Les compensations financières forfaitaires prévues à l'article 3 du chapitre I<sup>er</sup> de l'accord professionnel du 18 juin 2010 sont portées à compter du 1<sup>er</sup> mars 2022 à :

- 17,10 € par période de 24 heures ;
- 119,50 € par semaine ou par période de 7 jours consécutifs ;
- 17,10 € par jour férié.

Le présent avenant se substitue, annule et remplace l'avenant n° 9 à l'accord du 18 juin 2010.

**Article 2 | Champ d'application**

Le présent avenant est conclu dans le champ d'application :

- IDCC 1492 (devenu IDCC 3238) : convention collective nationale des OETAM de la production des papiers, cartons et celluloses du 20 janvier 1988 ;
- IDCC 1495 (devenu IDCC 3238) : convention collective nationale des OETAM de la transformation des papiers et cartons et des industries connexes du 16 février 1988 ;

- IDCC 0700 (devenu IDCC 3238) : convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la production des papiers, cartons et cellulose du 4 décembre 1972 ;
- IDCC 0707 (devenu IDCC 3238) : convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la transformation des papiers, cartons et de la pellicule cellulosique du 21 décembre 1972.

### **Article 3 | Procédure de dépôt et d'extension**

Le présent avenant sera soumis à la procédure accélérée d'extension par la partie la plus diligente en application de l'article L. 2261-26 du code du travail.

Dans le cadre de cette demande d'extension de la totalité du présent avenant et conformément aux dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires indiquent expressément que l'objet du présent avenant ne justifie ou nécessite pas de mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés ou un traitement différencié.

En application des dispositions des articles L. 2241-8 et L. 2241-17 du code du travail, les parties signataires indiquent expressément que l'objet du présent avenant a pris en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Les parties signataires rappellent pour mémoire que la négociation collective d'entreprise (pour les entreprises soumises à cette obligation) en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes fait l'objet de plusieurs dispositions légales codifiées aux articles L. 3221-1 et suivants du code du travail.

Le présent avenant pourra être révisé ou dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail.

### **Article 4 | Date d'application de l'accord**

Le présent accord entre en vigueur au 1<sup>er</sup> mars 2022.

### **Article 5 | Durée de l'accord**

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

*Fait à Paris, le 16 février 2022.*

(Suivent les signatures.)